



**PARCE QUE L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS LA BONNE RÉPONSE
À APPORTER À LA CRISE...**

GRANDE MANIFESTATION NATIONALE LE 2 DÉCEMBRE À BRUXELLES. REJOIGNEZ-NOUS !

Depuis plus de 20 ans, les politiques néo-libérales mises en place n'ont eu comme conséquence que de creuser les inégalités.

On pensait que la crise financière de 2007 allait remettre les pendules à l'heure. Malgré de belles promesses, il n'en n'a rien été. Que du contraire, ce sont maintenant les Etats – surendettés pour avoir sauvé les banques – qui sont pris pour cible par les spéculateurs.

Résultat ? des plans d'austérité dans l'ensemble des pays européens, plans qui touchent essentiellement les travailleurs et les allocataires sociaux.

À la FGTB, nous disons ça suffit !

Nous avons des alternatives afin que l'effort soit équitablement réparti. Ces alternatives passent essentiellement par une fiscalité plus juste, une fiscalité où chacun contribue en fonction de ses possibilités :

Pour toute information, nous contacter au 067/21.50.06

1. Réinstaurer des tranches **d'imposition** à 55% (revenus au-delà de 8000 € brut imposable/mois) et 65% (revenus au-delà de 14000 € brut imposable/mois)
2. Il existe un salaire minimum. Pourquoi ne pas instaurer un **salaire maximum**. Nous proposons un plafond à 30000€ brut/mois
3. **Taxer les plus-values** boursières
4. **Globaliser l'ensemble des revenus** (du travail, mobilier et immobilier) pour le calcul de l'impôt. Actuellement les revenus mobiliers sont nettement moins taxés que les revenus du travail
5. À l'heure actuelle, **les intérêts notionnels** coûtent plus de 4 milliards par an à la collectivité. Grâce à cela, le taux moyen d'imposition des 500 plus grandes entreprises n'est que de 3,76% (pour un salarié le taux moyen tourne autour de 27% !).
En outre, 25 entreprises se partagent 40% de l'enveloppe des intérêts notionnels. Si de l'argent public (notre argent !) doit être injecté dans l'économie, c'est pour créer de l'emploi, pas pour remplir la poche des actionnaires.
6. Profiter du sauvetage de Dexia (4 milliards) pour réinstaurer une véritable **banque publique** soucieuse avant tout de l'intérêt commun. Pendant plus d'un siècle, la CGER et le Crédit Communal ont fonctionné sans aucun problème. Une dizaine d'années de privatisation et c'est à coups de milliards qu'il a fallu les sauver

Or, les recettes actuellement en discussion entre les futurs partenaires gouvernementaux risquent d'avoir un goût particulièrement amer pour les travailleurs et allocataires sociaux

1. **Suppression des prépensions** (il paraît que cela coûte trop cher). Or, il est démontré qu'un prépensionné coûte moins cher à la collectivité qu'un chômeur âgé. En cas de suppression des prépensions, les seuls qui feront des économies, ce sont les patrons
2. **Pensions** : les futurs pensionnés trinqueront aussi. Outre qu'on poussera les gens à travailler le plus longtemps possible, le calcul pour déterminer la pension sera moins favorable.
3. **Soins de santé** : les soins de santé coûtent cher (technologie, allongement de l'espérance de vie, etc). C'est pour cela qu'une **norme de croissance** des dépenses de 4,5%/an est prévue par la loi. La norme sera sévèrement revue à la baisse. Être malade coûtera plus cher demain
4. **Chômage** : les chômeurs seront aussi sanctionnés. Ils verront leurs allocations diminuer plus rapidement et l'on parle aussi de limitation dans le temps. C'est le chômage qu'il faut combattre, pas les chômeurs.
5. **Services publics** : des **économies** importantes sont prévues (SNCB, administrations, etc). Des services publics de qualité et accessibles à tous sont aussi un gage de démocratie.

Il est encore temps de faire bouger les choses, en se mobilisant tous ensemble. Pour que ce ne soient pas toujours les mêmes qui paient les crises